STACK
ANNEX

S
051
897

A
0
0
0
0
2
8
5
8
2
5

UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA · LOS ANGELES · THE LIBRARY

11 BIBLIOTHÈQUE DES PEUPLES BALKANIQUES 11

UN PEUPLE CALOMNIÉ

RÉPONSE A « MISÉRICORDE ! »,
APPEL ADRESSÉ A SA SAINTETÉ LE PAPE
EN FAVEUR DES PEUPLES OPPRIMÉS EN TURQUIE
ET EN MACÉDOINE

PAR

B. VÉLIANOFF
HOMME DE LETTRES

Prix : 1 franc.

En vente a la
LIBRAIRIE CENTRALE DES NATIONALITÉS
Rue Caroline
LAUSANNE

1919

300 —

11 BIBLIOTHÈQUE DES PEUPLES BALKANIQUES 11

UN PEUPLE CALOMNIÉ

RÉPONSE A « MISÉRICORDE ! »,
APPEL ADRESSÉ A SA SAINTETÉ LE PAPE
EN FAVEUR DES PEUPLES OPPRIMÉS EN TURQUIE
ET EN MACÉDOINE

PAR

B. VÉLIANOFF
HOMME DE LETTRES

En vente a la
LIBRAIRIE CENTRALE DES NATIONALITÉS
Rue Caroline
LAUSANNE
—
1919

2036340

300. —

Stack
Annex
5
051
897

UN PEUPLE CALOMNIÉ

Le Comité des dames de Bâle a soumis, il y a quelque temps, à Votre Sainteté, un appel « en faveur des peuples opprimés en Turquie et en Macédoine ». Par une tendance facile à deviner, Turcs et Bulgares sont ainsi associés dans le crime. L'auteur de l'opuscule, nous dit-on, est « un Suisse, absolument indépendant, recherchant uniquement la vérité et la justice, sans aucune influence étrangère d'aucune sorte ». Est-ce pour cela qu'il cache son nom ? Nous l'ignorons. Toujours est-il qu'à la fin de l'ouvrage, il lui échappe certains aveux qui ne le montrent pas aussi *absolument indépendant* et *sans aucune influence étrangère !* « Plusieurs d'entre les membres du Comité de Bâle et en particulier l'auteur de cet ouvrage ont appris, nous dit-il (p. 154), à connaître et à estimer les ressortissants spécialement doués de très hautes qualités morales et intellectuelles de la race grecque persécutée. » Ces quelques mots déterminent l'atmosphère où est éclose l'élucubration anti-bulgare du chercheur impartial, mais anonyme de la vérité ...unilatérale !

Payant d'audace, l'auteur de l'appel du Comité de dames de Bâle, affirme que le tableau de la situation, présenté à la bienveillante attention de Votre Sainteté, aurait été établi « d'après des documents et des témoignages les moins contestables, surtout de ressortissants de pays neutres sous-

traits à toute influence étrangère ». C'est un défi à la vérité. Il suffit de jeter un coup d'œil rapide sur les chefs d'accusation dressés contre les Bulgares, pour voir que ce que l'auteur de l'opuscule appelle « des témoignages les moins contestables et soustraits à toute influence étrangère », sont des rapports officiels grecs ou serbes ou des extraits de journaux, comme la *Serbie,* organe officiel du gouvernement serbe !

D'un bout à l'autre de l'ouvrage, le Suisse anonyme pose en homme qui, comme dirait Montaigne, aime à « caresser la vérité en quelques mains qu'elle se trouve ». Aussi le voit-on s'en rapporter — comble de l'impartialité — à l'ouvrage de l'académicien bulgare M. D. Micheff : « La vérité sur la Macédoine » « pour présenter la défense du point de vue bulgare », nous dit-il à la page 113. L'ouvrage de M. Micheff n'est cependant cité — on s'en aperçoit à la lecture des quelques lignes qui lui sont consacrées — que pour en tirer, par une interprétation arbitraire et tendancieuse d'un document diplomatique, un argument à l'appui de la thèse grecque !

Loin de servir donc par « la puissance de son impartialité absolue et indiscutable « la cause de la vérité et de la justice, le Suisse « indépendant », auteur de l'appel, apparaît plutôt comme un complice, conscient ou non, des meneurs de la campagne antibulgare, conduite avec tant d'acharnement par les ennemis du peuple bulgare, campagne, par laquelle, sous le couvert des nobles idées d'humanité et de civilisation, on poursuit des buts politiques de conquête territoriale.

De tout temps le peuple bulgare a été en butte aux calomnies les plus monstrueuses. Ce qui a particulièrement favorisé chaque campagne de dénigrement, c'est l'ignorance profonde où l'on est, tant en Europe qu'en Amérique, au sujet de ce peuple fruste, mais très honnête, et de ses aspirations légitimes. « Ce qu'on connaît généralement de la Bulgarie, disait M. Delonnay, auteur d'un beau livre sur ce pays, c'est sa figure légendaire, défigurée par les polémiques de presse pendant les quarante dernières années ». M. Bousquet, un autre connaisseur du peuple et du

pays bulgares, au début d'une conférence faite à Paris l'an dernier, signalait lui aussi « la grimace d'antipathie que le nom de Bulgare provoque depuis un temps assez lointain, chez l'Européen ». C'est que, explique M. Bousquet, « une destinée bizarre et — disons-le tout de suite — assez injuste a voulu que ce peuple, relégué à l'autre bout du continent ne se manifeste à nous que par ses convulsions et ses gourmades ». Ne voilà-t-il pas un terrain tout fait pour échafauder dessus toute sorte de légendes, comme savent en créer les Grecs !

Les agences de presse de nos ennemis s'en sont donné à cœur joie sous ce rapport ; elles ont, avec une virtuosité endiablée, mis à profit ce terrain si propice à leurs projets.

En 1912, le peuple bulgare, comme un seul homme, se levait et partait en guerre pour la délivrance de ses frères de Macédoine. En quelques jours, les flots vengeurs de la nation en armes, brisant la tyrannie turque, déferlaient déjà sous les murs même de Constantinople. Le monde émerveillé saluait alors les soldats de l'idéal. En 1913, ces mêmes soldats, soudain, se sont transformés en brutes sanguinaires, les régiments auréolés de gloire se sont mués en bandes de sauvages, féroces, coupables de tous les crimes. Comment ? Par quel sinistre miracle ? Simplement à la suite des dépêches pleines de détails horrifiants que les agences de presse d'Athènes et de Belgrade avaient lancées à travers le monde pour flétrir les « crimes » bulgares ! Le roi Constantin en personne a fait chorus et, par une dépêche retentissante, est allé jusqu'à demander même la radiation pure et simple du peuple bulgare de la liste des nations civilisées !

La lumière s'est faite depuis lors sur ces tristes événements. A sa clarté, toute cette campagne est apparue sous son véritable jour, celui d'une supercherie sans égale dans l'histoire, destinée à masquer l'odieux de la spoliation pratiquée à Bucarest. Pour les Grecs, il s'agissait alors de s'approprier une grande partie de la Macédoine. Représenter les Bulgares comme bourreaux des habitants de ce pays, tel est le moyen choisi par eux pour rendre impossible la réunion de la province à la Bulgarie !

M. Noël Buxton, de la Chambre des Communes, a bien discerné la chose dans une lettre, publiée à cette époque, dans *The New Statesman*. « Après avoir anéanti les Turcs à Lulé-Bourgas, les Bulgares rustiques n'ont pas su fournir, dit-il, de la copie à la presse européenne, avide de nouvelles. Mais les Grecs ingénieux qui *voulaient à tout prix avoir la Macédoine orientale,* voyaient très clairement cette nécessité impérieuse et n'ont pas tardé à en profiter. Ils occupent à présent les territoires où ont eu lieu les orgies sanglantes entre Grecs, Bulgares et musulmans et personne parmi les indigènes n'oserait déposer contre eux. D'autre part, ils sauront rendre impossible la connaissance de toute la vérité par les étrangers impartiaux. »

L'auteur de l'exposé flétrit les « atrocités » bulgares de 1913 sur la foi des témoignages recueillis par le professeur de l'Université de Lausanne, M. Reiss, chargé par le gouvernement grec, en 1915, de faire une enquête en Macédoine orientale. Quelle valeur peuvent avoir cependant ces témoignages, lorsque, Reiss lui-même avoue (et l'auteur de l'exposé en convient après M. Buxton) que « sur des centaines de témoins des endroits les plus différents beaucoup exprimèrent des sentiments de sympathie envers les Grecs, peut-être surtout par crainte ou par méfiance » ? (p. 120). Nonobstant, c'est précisément sur des témoignages aussi fragiles que l'auteur de l'exposé conclut à la partialité de la Commission internationale Carnégie, dont le rapport est un véritable acte d'accusation contre les Grecs ! Le jugement du Suisse indépendant, taxant de « partialité » le rapport Carnégie, ne relève que du mépris de l'opinion impartiale. Il faut, vraiment, tenir en piètre estime le sens critique des gens pour mettre avec tant de désinvolture le verdict d'un Reiss, agissant sur la demande du gouvernement grec intéressé, au-dessus des conclusions d'une commission internationale, agissant au nom de la conscience universelle alarmée. « Les Grecs sauront rendre impossible la connaissance de toute la vérité par les étrangers impartiaux », disait M. Buxton. Par leur attitude hostile envers la Commission Carnégie, les gouvernements grec et serbe n'ont pas tardé à donner raison au député anglais. Lorsque

la Commission arriva à Belgrade et à Athènes, les autotorités serbes et grecques refusèrent en effet de lui faciliter l'accomplissement de sa mission sous le prétexte que « certains de ses membres — nous citons l'auteur de l'exposé — étaient connus comme les chefs de cercles alors très bulgarophiles de Russie et d'Angleterre » !

Ce prétexte fallacieux est réfuté par M. D'Estournelles de Constant, sénateur français. « Je sais, par expérience, qu'il est impossible d'éviter dans les Balkans, comme dans quelques autres pays de ma connaissance, le reproche des uns si on n'est pas avec eux contre les autres et inversément. Milioukoff (l'un des membres visés) a rendu justice aux Bulgares quand nous étions tous unanimes en Europe à les louer et à les soutenir ; il les a blâmés ensuite comme nous tous ; il a blâmé les fautes des Serbes quand nous étions unanimes à les blâmer comme il a dénoncé les fautes des Turcs et celles des Grecs. Mais il a rendu aussi bien hommage, et cela devant mes yeux, à leurs mérites, comme aux mérites des Grecs, comme aux mérites des Turcs. Son seul tort, aux yeux de chacun, a été sa parfaite impartialité ; il n'a été l'homme de personne... Brailsford, un autre des membres visés, en revanche, s'est ouvertement compromis, mais pour qui ? Pour les Grecs ; il a pris les armes pour eux, combattu dans leurs rangs ; il a été le vrai disciple de lord Byron et de Gladstone ; et cependant Brailsford est aujourd'hui traité comme un ennemi de la Grèce. Pourquoi ? Parce que, aimant, admirant les Grecs, il a dénoncé avec la passion d'un ami, d'un compagnon d'armes, les erreurs mêmes qui pouvaient leur nuire » (Rapport de la Commission Carnégie. Introduction, p. XIV.)

Un langage si net n'est pas le fait de l'auteur de l'exposé. Après avoir lui-même reconnu, en effet, que ce sont les gouvernements serbe et grec qui ont empêché les membres de la Commission Carnégie de procéder librement à leurs investigations, cet auteur accuse carrément, quelques lignes plus bas, ladite Commission « d'avoir borné, elle, son enquête à la Bulgarie sans l'étendre à la Serbie et à la Grèce » ! (p. 122). C'est là, sans doute, encore une manifestation de

ce souci d'« impartialité absolue » dont aime à se targuer l'auteur de l'exposé ! C'est par un escamotage si flagrant des faits que ce fervent de « l'impartialité absolue » croit pouvoir faire accroire à l'univers que le rapport dressé par Reiss mérite plus de crédit que les conclusions d'un Samuel Dutton, professeur à Columbia University, d'un Justin Godart, homme d'Etat français dont « la droiture désarme jusqu'à ses adversaires », d'un Brailsford, d'un Miliukoff, etc. !

L'enquête de la Commission Carnégie faite « dans des conditions exceptionnelles d'impartialité, d'autorité et de courage » — c'est M. d'Estournelles de Constant qui parle — établit la vérité sur les « crimes bulgares » en 1913. A la lumière des faits qui constituent l'énorme dossier de cette enquête il ressort une chose monstrueuse : les Grecs n'ont fait qu'attribuer aux Bulgares des atrocités dont ceux-ci, loin d'être les auteurs, n'ont été que les victimes !

Elle est présente au souvenir de Votre Sainteté, cette lettre de protestation que l'évêque et vicaire apostolique des Bulgares chrétiens en Macédoine, Epiphane Scianoff, a adressée naguère aux ministres des Affaires étrangères de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, d'Autriche-Hongrie, d'Allemagne, à l'archevêque de Canterbury et au cardinal Gotti, préfet de la *propaganda fide* à Rome, et relative aux événements qui ont désolé la Macédoine orientale en 1913. Elle se passe de commentaires.

« La situation à l'intérieur de notre vicariat, disait le prélat, est au paroxysme de l'épreuve. Les districts de Guevguéli, Doïran, Kilkich, sont les plus éprouvés. Littéralement plus de cinquante villages, ainsi qu'un chef-lieu de ces mêmes districts, ont été complètement rasés par les troupes helléniques... La situation est des plus lamentables. Jamais, de mémoire d'homme, la Macédoine — du moins dans cette partie, Kilkich, Doïran, Guevguéli — même sous la tourmente hamidienne, n'a été l'objet d'une calamité pareille. A la mort qui a fauché, par la main des soi-disant armées chrétiennes, des milliers et des milliers d'innocents, holocauste d'une haine séculaire, viennent faire place la famine et les épidémies pour achever l'œuvre

dévastatrice déjà commencée. L'aspect des campagnes est navrant. Au lieu de coquettes bourgades, de riches moissons, ce n'est que charniers et ruines. La mort plane partout ».

Le professeur américain Munro, parlant également des atrocités commises en Macédoine pendant 1913, faisait de son côté les déclarations suivantes dans le *New-York Evening News :*

« Toutes les nations qui ont pris part à la guerre balkanique ont commis des cruautés, mais, à mon avis, les Bulgares en ont commis moins que les Grecs... Le général Mails et moi nous sommes allés en Macédoine pour faire une enquête personnelle. Nous n'y vîmes que des traces d'atrocités grecques. D'ailleurs, les Bulgares qui battaient constamment en retraite ne pouvaient commettre des cruautés comme les Grecs qui étaient toujours derrière eux. Mais il est un fait capital, c'est que les endroits dans lesquels ont été commises des atrocités sont peuplés pour les trois quarts d'élément bulgare.

» Il est absurde de penser que les Bulgares auraient commis des atrocités justement sur leurs frères de race. En outre, les déclarations du roi Constantin sont en contradiction avec les faits. Par exemple, il télégraphie que les Bulgares ont tué 30,000 Grecs dans une ville qui ne compte que 9000 habitants dont la plupart sont des Bulgares. Il télégraphie encore que les Bulgares ont anéanti entièrement une ville et, quelques jours après, il annonce par le télégraphe, que lors de l'occupation de cette ville par ses troupes, toute la population de cette ville est sortie de la ville et est allée au-devant des soldats. Les Bulgares ont été représentés aux yeux des étrangers sous un faux jour et, par suite de ces calomnies, ils portent la responsabilités d'actes qu'ils n'ont pas commis ».

La vérité que renferment ces dernières lignes n'éclate nulle part mieux, dans toute sa nudité, que dans les lettres des soldats grecs du 19e de ligne, VIIe division, trouvées dans le courrier militaire grec capturé dans le Razlog en juillet 1913. Elles contiennent des aveux effrayants sur les incendies de villes et de villages et sur les massacres des

populations de la Macédoine orientale. Les témoignages des Jean Martin, des Reiss, etc., pâlissent à la lueur de cette prose sans fard.

« Ces lettres n'ont pas besoin de commentaires, dit le rapport Carnégie. Quelques-uns des soldats se vantent de cruautés commises par l'armée grecque, d'autres les déplorent. Les faits y sont relatés de manière simple, claire, et tendent tous à produire la même impression. Les soldats racontent qu'ils ont brûlé partout tous les villages bulgares. Deux se vantent d'avoir exterminé des prisonniers de guerre. L'un d'eux assure que toutes les jeunes filles qu'on rencontra furent violées. La plupart insistent sur le massacre des non-combattants y compris les femmes et les enfants. » Voici quelques extraits de ces lettres :

Georghi D. Karka, soldat, Ire section du corps sanitaire, 9me division, à Arghirocastro (Epire).
Du fleuve Nestos, le 12 juillet 1913.

« ...Par ordre du roi, nous mettons le feu à tous les villages bulgares... Nous nous sommes montrés bien plus cruels que les Bulgares ; nous avons violé toutes les jeunes filles rencontrées... »

M. Sotir Papaïoannou. Village de Vibziano, commune d'Ethikou.
Tricala de Thessalie.
Fleuve de Nesto, le 12 juillet 1913.

« Ici, à Vrondou (Brodi), j'ai pris cinq Bulgares avec une fille de Serrès. Nous les avons enfermés dans un poste de police. La fille tuée. Ce que les Bulgares ont souffert de leur côté : nous leur avons, vivants encore, crevé les yeux. »

Je vous embrasse : Kosti.

Rhodope, le 11 juillet 1913.

« Cette guerre a été très douloureuse. Nous avons incendié tous les villages abandonnés par les Bulgares. Ils massacrent, nous massacrons. Sur 1200 prisonniers que nous avons faits à Nigrita, il n'en est resté que 41 dans les prisons, et partout où nous avons passé nous n'avons laissé aucune racine de cette race. »

Spiliosopoulos Philippos.

Rhodope, frontière bulgare, 11 juillet.

« ...Et de Serrès jusqu'à la frontière nous avons incendié tous les village bulgares... Mon adresse est la même : 7me division, 19me rég., 12me peloton. »

Jean Christo Tzigaridis.

M. Zacharie Kalyanis, Erfos Milopotamos. Rhétimnon de Crète.
Rhodope, le 13 juillet 1913.

« ...Nous incendions tous les villages bulgares que nous occupons et nous tuons tous les Bulgares qui nous tombent dans les mains. »

S. Z. Kalyanis.

Le bilan macabre de cette activité destructrice se chiffre par 160 villages bulgares incendiés et au moins 16,000 maisons détruites, systématiquement et de sang-froid[1].

Pourtant c'est le Bulgare qui n'était plus, pour les journaux du monde entier « qu'un dangereux incendiaire, un péril pour les Balkans et, pour l'Europe, un soldat démoralisé, un être impropre à la civilisation, un monstre indigne de vie ! » s'exclame avec indignation un correspondant de *La Croix* du 31 août 1913 !

C'est que dans l'art de donner le change à l'opinion les Grecs sont, sans contredit, passés maîtres en 1913. « La campagne de presse qu'ils ont menée contre les Bulgares, dit M. Buxton dans la lettre déjà citée, restera leur plus grand exploit de la guerre balkanique. Ils ont réussi à donner à l'Europe l'impression que les Bulgares sont le peuple le plus sauvage des Balkans. » Loin de procéder des principes d'humanité qu'affichent avec tant d'ostentation les promoteurs de cette campagne antibulgare, elle masque mal des desseins de conquête très positifs. Le correspondant militaire du *Times* en Thrace a dénoncé dans une lettre parue dans le numéro du 28 août 1913 du grand journal de la City de Londres, les dessous politiques de la huée contre les Bulgares. « Une campagne de presse, très habilement conduite, dit-il, a donné à l'Europe l'impression : premièrement que la population de la Thrace est presque entièrement grecque et, secondement que son sort est ou était pire encore sous le gouvernement bulgare que sous le gouvernement turc.

» Je reconnais l'importance politique pour certains intéressés de créer ces impressions, mais je n'hésite pas à affirmer que ni l'une ni l'autre de ces allégations n'est fondée sur des faits. »

(1) Rapport Carnegie, p. 86.

Ces réflexions du correspondant du *Times* méritent d'être méditées. Qu'il s'agisse de la Thrace ou de la Macédoine orientale, les procédés de la propagande grecque sont les mêmes : la calomnie et le dénigrement. En 1913, la Grèce réussit ainsi à s'annexer la Macédoine orientale, pays bulgare dans la majorité de ses habitants. La grande liquidation qui s'ouvre aujourd'hui rallume les appétits grecs inassouvis lors de la petite liquidation de la succession turque en Europe en 1913. Toute la Thrace, le littoral égéen tout entier, la moitié de la Bulgarie, l'Asie-Mineure — telles sont en résumé les convoitises de la Grèce aujourd'hui. L'*Hestia* parlait récemment de « resserrer la Bulgarie dans ses limites ethnologiques entre le Danube et les Balkans ». (*Journal des Hellènes*, 10 novembre 1918.) Toutes ces prétentions exorbitantes cadrent mal cependant avec l'esprit des principes, qui d'après M. Wilson devront présider à la solution des questions balkaniques. Serbes et Grecs, qui ne peuvent invoquer que le droit de conquête en leur faveur, jamais à court d'expédients propres à donner une apparence de justice à des revendications qui jurent avec le droit, recourent déjà aux procédés qui ont fait leurs preuves en 1913. Des missions, comprenant l'élite des savants, des diplomates et des intellectuels des deux pays, sont envoyées en Amérique pour saper les sympathies précieuses que le peuple bulgare y compte.

Parallèlement les agences de presse d'Athènes et de Corfou, rivalisant de zèle tout comme en 1913, sont en train de monter une nouvelle huée formidable contre le peuple bulgare et inondent déjà la presse mondiale de détails horrifiants sur les « cruautés » bulgares ! L'horreur de la situation en Macédoine est dépeinte sous les couleurs les plus sombres. La tendance de toute cette campagne est celle que dénonçait jadis le correspondant du *Times* dans la lettre déjà citée. La presse et l'opinion grecques ne cachent d'ailleurs pas leurs desseins. Des comités se sont formés à Athènes et à Paris dans le but de travailler à la réalisation des plans impérialistes grecs. La calomnie, le truquage, le mensonge sont de nouveau les armes favorites des champions de la plus grande Grèce. Le mot d'ordre

est de représenter les Bulgares comme des barbares incorrigibles, incapables de « gouverner les peuples étrangers et croyant que le meilleur moyen de les gouverner est de se débarrasser d'eux en les massacrant ».

Tout cela évoque le souvenir de la campagne antibulgare de 1913, de cet escamotage de la vérité, opéré par des calomniateurs, dix fois plus coupables que le peuple bulgare calomnié, dont le but criminel a été de faire reconnaître aux Serbes et aux Grecs le droit à la possession de territoires qui ne devaient pas leur appartenir de par les traités et conventions passés. Toute cette supercherie a été dévoilée et flétrie par les hommes intègres dont nous avons rapporté les témoignages.

Ce néanmoins aujourd'hui Grecs et Serbes, alléchés par les résultats acquis alors, profitant des circonstances si favorables à leurs desseins, s'apprêtent à tenter encore une fois le coup qui leur a si bien réussi en 1913.

Que les populations des régions comprises dans la zone de guerre de Salonique aient été durement éprouvées au cours de la guerre qui vient de prendre fin, le fait est indéniable. Votre Sainteté ne commettra pas cependant la grande injustice de se prêter aux procédés iniques des diffamateurs du peuple bulgare, procédés qui consistent à grossir démesurément des faits isolés et, surtout, à étendre la responsabilité de crimes qui sont le fait de malfaiteurs comme il y en a dans les pays les plus policés, à l'ensemble de la nation, à seule fin de jeter l'opprobre sur tout un peuple et lui aliéner ainsi les sympathies de l'univers indigné ! Nous prions Votre Sainteté de n'accueillir les hauts cris des Grecs et des Serbes qu'avec la juste réserve qu'ils comportent. Car les griefs formulés contre le peuple bulgare, après un examen impartial des faits, apparaissent presque toujours sous leur caractère vrai, celui d'une imposture criante, faite d'exagération et de truquage matériel des faits mêmes, imposture destinée à légitimer la politique d'agrandissement aux dépens du patrimoine national bulgare, pratiquée, avec succès, hélas ! jusqu'ici, par les gouvernements serbe et grec au grand dam de la paix dans les Balkans.

L'appel du Comité de dames de Bâle est exactement au diapason officiel de la huée entreprise contre la Bulgarie et le peuple bulgare par les détracteurs attitrés de tout ce qui est bulgare, tapis dans les bureaux des agences d'Athènes et de Corfou. Représenter — nous ne serons jamais las de le répéter — la Macédoine, qui est un pays bulgare, comme un pays grec et serbe dans lequel les Bulgares sont venus se conduire en conquérants féroces et sans entrailles et par là se seraient rendus indignes de le gouverner — tel est le subterfuge imaginé par les ennemis du peuple bulgare, subterfuge déjà mis en œuvre en l'année 1913, de triste mémoire — pour se faire reconnaître le droit à la possession de ce pays infortuné.

Les accusations portées par les Grecs contre le peuple bulgare et reprises par l'auteur de l'exposé des dames de Bâle, sont résumées dans la dépêche suivante, lancée par l'Agence d'Athènes, le 20 octobre dernier :

« Athènes, 20 octobre.

» L'Union des femmes grecques de Thrace a adressé un télégramme à la présidente du parti féministe anglais, Mme Pankhurst, implorant l'appui du parti féministe anglais pour la libération, en Thrace, des femmes grecques, afin de les sauver du martyre et du déshonneur que subirent, dans cette région, leurs sœurs.

» Les femmes grecques font appel aux sentiments libéraux et philanthropiques des femmes anglaises, demandant l'envoi de représentants pour vérifier les atrocités commises par les Bulgares.

» Des voyageurs arrivés de Cavalla disent que la ville a été complètement détruite par les Bulgares. Il ne reste plus qu'un très petit nombre d'habitants, une grande partie ayant été déportés ou étant morts de faim ou à la suite d'épidémies.

» Le pillage a été exécuté dans toutes les maisons. Les pharmacies, les dépôts de tabac, les magasins ont été complètement dévalisés.

» Le métropolite de Pravichta a été assassiné.

» Le gouvernement interdit tout départ pour Cavalla en

raison du manque total de vivres. Le rapatriement sera autorisé quand le fonctionnement du ravitaillement sera réglé. *(Havas.)*

D'autres dépêches sont venues ensuite, qui, dénonçant la barbarie bulgare, plaident la réunion de la Thrace et de la Macédoine à la Grèce « le puissant facteur du progrès qui peut avoir une influence civilisatrice sur les nations voisines ». (Voir le journal grec *Hestia* d'après le *Journal des Hellènes* du 29 octobre 1918.) En vain le gouvernement bulgare essaye-t-il d'opposer un démenti documenté à toutes ces allégations. Le gouvernement grec, par l'organe de la Légation de Grèce à Berne, taxe le démenti bulgare de « mensonges imprudents ». (Communiqué du 25 octobre 1918.) L'auteur de l'appel des dames de Bâle fait siennes toutes les doléances grecques.

Il serait oiseux de nier que les villes de Cavalla, Serrès, etc, n'aient point souffert de la guerre actuelle : elles ont été toujours sous le feu de l'artillerie. Mais il est injuste de prétendre que leurs souffrances sont entièrement le fait des Bulgares. Déjà avant l'occupation de la Macédoine orientale par les troupes bulgares, les populations de la région souffraient de la pénurie des vivres dont souffrait alors toute la Grèce. Plus tard, sous l'occupation bulgare, les populations de cette région ont bénéficié du même régime au point de vue du ravitaillement que le reste de la Bulgarie. Si, à un moment donné, les vivres ont manqué à Cavalla, la faute n'en est pas imputable aux autorités bulgares seules, dont la bonne volonté se heurtait déjà à la pénurie générale des céréales dans le pays. On sait que le ravitaillement sur le territoire ancien du royaume même, était déjà défectueux. Les autorités bulgares ont fait leur devoir ; elles ont fait distribuer des vivres à la population de la Macédoine orientale. Le fait est reconnu dans des rapports officiels grecs qui se trouvent être ceux-là mêmes sur lesquels l'auteur de l'appel du Comité de dames de Bâle étaye son réquisitoire contre les Bulgares. Le 27 mars (9 avril n. s.) 1917, le ministre de Grèce à Sofia, M. Naoum, écrit : « Le gouvernement bulgare avait envoyé il y a deux mois une certaine quantité de blé pour être dis-

tribuée parmi la population de la Macédoine orientale. Ce stock, quoique insuffisant, avait permis cependant de faire face à la situation. » Que ce stock ait été insuffisant, cela est possible. Mais c'est que la Bulgarie ne disposait pas d'autres stocks. Et c'est là un fait dont il serait de la plus haute injustice de ne pas tenir compte de la part d'un zélateur de la vérité qui s'affuble de la toge prestigieuse de justicier intègre.

Mais là où ce qu'on pourrait appeler le mensonge officiel s'étale au grand jour avec un sans-gêne stupéfiant c'est quand le gouvernement grec essaye de faire valoir à son profit l'éloquence des chiffres, relatifs au nombre des habitants de Cavalla. Quand on songe que la Grèce « facteur puissant de la civilisation dans les Balkans », est le seul pays balkanique qui ne possède point de statistiques officielles, on comprend d'emblée la légèreté dont font preuve les défenseurs de la cause grecque quand ils ont à manipuler des chiffres. Ainsi la Légation de Grèce à Berne prétend que la population de Cavalla, de 9000 en 1912, serait montée à 43,000 en 1916, dont 32,000 Grecs. Cavalla offrirait donc l'exemple d'une ville dont la population aurait quintuplé en quelque trois ans ! Il faut avouer que c'est là un phénomène inconnu, même en Amérique où les villes s'accroissent pourtant avec une rapidité qui n'a jamais été dépassée !

Qu'il y ait là une jonglerie flagrante avec la vérité, cela saute aux yeux. La peine de réfuter les affirmations de la Légation de Grèce à Berne nous est épargnée cependant par les documents officiels publiés en Grèce même, par cet « Exposé concernant le mouvement des réfugiés grecs en Macédoine » que le Ministère des finances grec a fait paraître en 1916 à Athènes. La Légation de Grèce à Berne donnait comme total de la population grecque de Cavalla pour l'année 1912 le chiffre de 9000. « Comme depuis les guerres balkaniques les Grecs de Thrace et d'Asie-Mineure — lisons-nous dans le communiqué de ladite Légation, paru dans la *Gazette de Lausanne* du 27 octobre — déportés de force par les Bulgares et les Turcs, n'ont cessé d'affluer dans cette ville, en août 1915, Cavalla comp-

tait 32,000 Grecs sur une population totale de 43,000. » Le nombre des Grecs établis à Cavalla depuis les guerres balkaniques jusqu'en 1915, serait donc, d'après la Légation de Grèce à Berne, de 32,000, moins 9000, c'est-à-dire de 23,000 ! Or l'*Exposé* du Ministère des finances grec cité est explicite à ce sujet : il ne donne que le chiffre de 4444 Grecs établis à Cavalla entre juillet 1912 et juillet 1915 ! Est-ce la Légation de Grèce à Berne ou le Ministère des finances à Athènes qui ment ? Il serait oiseux de le rechercher. Ce qu'il importe de noter, c'est que le nombre des habitants grecs de Cavalla continue à grossir à chaque transmission télégraphique, avec une rapidité à donner le vertige : une dépêche parue dans le *Temps* du 2 novembre le faisait monter jusqu'à 70,000 !

Ne nous en étonnons pas ! Plus le chiffre des Grecs habitant Cavalla, « massacrés » par les Bulgares est grand, plus horrible apparaît le « crime » de lèse-humanité, commis par ceux-ci ! Et c'est là l'essentiel : les agences de presse grecques ne s'en soucient pas autrement !

Le fait sur lequel insistent ces agences c'est qu'il reste aujourd'hui très peu d'habitants à Cavalla. Les autres, que sont-ils devenus ? Ils ont été déportés, ils sont morts de faim ou d'épidémies, dit la dépêche des femmes grecques citée plus haut. C'est là le point de vue officiel, c'est aussi la thèse que soutient l'auteur de l'appel des dames de Bâle. Ce même auteur avoue cependant (p. 124) que « beaucoup de Grecs s'enfuirent devant l'avance des troupes bulgares ». Combien ? On ne l'a jamais su. Ceux qui sont restés ont été déportés, nous dit-on. Mais il faut s'entendre sur la signification du terme. Ce que les détracteurs de la Bulgarie appellent « déportation », est défini dans un rapport grec, écrit encore par M. Naoum. Laissons-lui la parole : « Les autorités bulgares de la Macédoine orientale viennent de prévenir les habitants qui désirent émigrer en Bulgarie, soit pour s'y établir, soit pour y chercher du travail, qu'ils doivent s'inscrire à cet effet dans des registres spéciaux. Une grande partie de la population qui souffrait du manque de vivres et mourait de faim accepta cette proposition. » (Rapport au président du Conseil grec

en date du 1/14 juin 1917.) Et dire que l'auteur de l'appel qui nous occupe, invoque le témoignage de M. Naoum pour établir la culpabilité bulgare ! Par une aberration étrange, inexplicable, la sollicitude du gouvernement bulgare, attestée par les lignes ci-dessus, est taxée de mesure barbare et de procédé sauvage ! Mesure barbare, une mesure qui n'a été prise que pour soulager le sort des populations et pour faciliter le ravitaillement ! Du côté grec on fait observer, il est vrai, et l'auteur de l'appel se rallie à cette opinion, qu'il eût été beaucoup plus facile d'importer des vivres dans ces régions que d'éloigner la population de ses foyers. En temps normal, peut-être, oui. Mais en temps de guerre, pour ceux qui connaissent les voies de communication qui relient la région avec la Bulgarie, le problème du transport des vivres de la Bulgarie en Macédoine orientale apparaît ce qu'il a été de fait : un problème insoluble !

Les habitants de Cavalla qui n'ont pas émigré, ceux qui n'ont pas été déportés, ont été emportés, victimes des épidémies, déclarent les Grecs et les défenseurs de leur cause. Et voici le gouvernement bulgare, voici le peuple bulgare entier pris à partie et appelés à répondre de tant de misère! Cela frise vraiment l'effronterie! Si la Macédoine orientale est un foyer de paludisme, la faute en est-elle au peuple bulgare ? Ne l'est-elle pas, en bonne logique, au seul responsable, le gouvernement grec, qui n'a pas entrepris à temps les travaux d'assainissement nécessaires ? Les soins médicaux n'ont pas été donnés aux souffrants par le service sanitaire bulgare. C'est peut-être vrai. Mais ne faut-il pas songer que le service sanitaire bulgare manquait lui-même de médicaments, et qu'il n'en avait pas même pour les soldats bulgares du front ? Le paludisme sévit d'ailleurs jusque dans les rangs de l'armée anglaise, et tout récemment, l'évêque de Londres en tournée dans la Macédoine orientale, rapportait dans une correspondance publiée par le *Times* du 8 novembre 1918 que le nombre des malades dans l'armée britannique s'élevait à 30,000 ! Serait-ce encore la faute du peuple bulgare ? Le pays est malsain — voilà tout. Et les Grecs sont vraiment mal venus de tenir les

Bulgares responsables d'un état de choses auquel ils sont impuissants à remédier dans leur propre pays, ravagé lui-même par la maladie, comme il ressort de la lecture de cette information de l'*Athénaï* du 17 septembre a. c. :

« La dysenterie sévit à Athènes. Il n'y a pas une maison qui ne compte un ou deux malades. Les organismes forts arrivent à résister à l'épidémie, mais les faibles succombent en peu de jours. Il y a des vieux qui meurent, mais des jeunes gens meurent à la fleur de leur âge. Il y a un instant, je viens d'apprendre que la jeune et gracieuse femme d'un peintre bien connu est morte de dysenterie en l'espace de trois jours.

» Le régime exécrable auquel est soumis depuis si longtemps le monde à Athènes, à l'exception de quelques privilégiés, ne pouvait que provoquer ces affreux résultats. Les estomacs, les organes digestifs des hommes en sont à tel point délabrés que pour le moindre refroidissement, pour le moindre dérangement provoqué par un aliment indigeste, ils subissent des crises aiguës et dangereuses. Quant au chapitre du traitement de la maladie il n'est pas facile de trouver les moyens. Les médicaments manquent, les sérums se raréfient, et on ne trouve pas même d'huile de ricin ; celle qu'on administre aux malades est de si mauvaise qualité qu'elle empire leur situation. Mais surtout ce sont les vivres qui manquent pour suivre un régime approprié. Pas de lait frais, pas de viande, pas de volaille, pas de pâtes. Alors, que peut bien manger un malade de dysenterie s'il n'est pas millionnaire ou chef de section dans le ministère du ravitaillement ? Des tomates et des aubergines ? Est-il possible de guérir ainsi la dysenterie ?

» Le danger est grand et ceux qui sont au pouvoir devraient prendre des mesures. Les médecins disent que c'est la mauvaise qualité du pain qui est la cause principale. Au prix de tout sacrifice il faut qu'on l'améliore. Qu'on s'arrange de façon à avoir des arrivages de viande au moins deux fois par semaine. Il est vrai que la chose n'est pas facile, mais avec de la bonne volonté on pourrait arriver à un certain résultat. Autrement cette épidémie

qui, au jour le jour, prend des proportions alarmantes, deviendra plus tard un véritable fléau. »

La Légation de Grèce à Berne dénonçait les « mensonges imprudents » des démentis officiels bulgares. Eh bien, s'il est des « mensonges imprudents » ce sont bien ceux que des représentants officiels de la Grèce ont consignés dans des rapports dont l'auteur de l'exposé du Comité de dames de Bâle se sert justement pour accabler les Bulgares. Le procédé ne nous étonne pas de la part de Grecs. Mais un Suisse « absolument indépendant », emboîter le pas si à la légère aux calomniateurs impénitents du peuple bulgare et accepter sans aucun contrôle leurs assertions pour la vérité même — voilà qui fait pitié ! Laissons la parole à M. Naoum, représentant de la Grèce à Sofia. « D'après les renseignements précis qui me parviennent, lisons-nous dans sa note au président du Conseil bulgare en date du 23/3 avril 1917, plus de 18,000 personnes, dans l'espace de quarante-huit heures sont décédées à Cavalla à la suite de la famine » (p. 126 de l'exposé). Le 1/14 juin 1917, le même M. Naoum écrit à M. Zaïmis, président du Conseil grec : « D'après un rapport officiel, 6000 personnes sont mortes de faim à Cavalla jusqu'au 15 avril a. c. ». En quarante jours, jusqu'au 3 avril, date de sa lettre à M. Radoslavoff, 18,000 personnes étaient mortes de faim à Cavalla. Jusqu'au 15 avril, d'après le rapport à M. Zaïmis le nombre des victimes de la faim est descendu à 6000 ! Dans deux documents officiels, rédigés par la même personne et se rapportant à la même époque, deux chiffres absolument différents sont ainsi fournis ! Il n'y a qu'en Grèce, pays où il ne se fait pas de statistique régulière, que pareille jonglerie avec les chiffres est possible. Elle dit assez ce qu'il faut penser du langage des chiffres quand des Grecs s'en servent pour les besoins de leur cause !

L'auteur de l'exposé du Comité de dames de Bâle s'en rapporte, toujours pour accabler les Bulgares, à une note de protestation adressée par le gouvernement grec aux gouvernements neutres, à la date du 25 février 1918, par laquelle les gouvernants grecs dénonçaient la détresse des déportés grecs en Bulgarie, et se plaignaient du refus du

gouvernement bulgare de leur fournir les listes complètes de ces déportés. La vérité, la voici. Au cours des pourparlers relatifs au règlement de certaines questions concernant les internés civils grecs en Bulgarie, le gouvernement bulgare avait déclaré être prêt à livrer les listes de ces internés à la condition que les Grecs livreraient, de leur côté, les listes des internés civils bulgares se trouvant chez eux. Le gouvernement grec a refusé de faire droit à cette juste réclamation du gouvernement bulgare et, pour couvrir son refus, il n'hésita pas à nier l'existence de civils bulgares en Grèce. La Croix-Rouge hellénique cependant, ignorant, sans doute, le mensonge que constituait la dénégation du gouvernement grec, a informé le Comité international de la Croix-Rouge à Genève, en date du 22 mars, que « vingt-et-un prisonniers civils bulgares sont internés à la Canée ». Un fait à relever dans tout ceci c'est que le Comité international avait déjà été avisé officiellement du côté grec de la non-existence d'internés civils bulgares en Grèce. Aussi, l'information de la Croix-Rouge hellénique du 22 mars n'a-t-elle pas été sans provoquer une certaine surprise à Genève, surprise qui s'est traduite dans la note parue dans les « *Nouvelles* » de l'Agence internationale des prisonniers de guerre auprès du Comité international de la Croix-Rouge et que nous reproduisons intégralement :

« *Contrairement aux informations de source officielle qui nous étaient parvenues jusqu'ici*, la Croix-Rouge hellénique nous informe en date du 22 mars que 21 prisonniers civils bulgares sont internés à la Canée. » Tels sont les faits.

Dans la même note de protestation du gouvernement grec, celui-ci se plaint aussi du refus des autorités bulgares d'autoriser une enquête auprès des internés civils grecs en Bulgarie. Mais le gouvernement grec a-t-il admis le principe de la réciprocité ? A-t-il jamais consenti à faire visiter aussi les déportés bulgares en Grèce par une commission internationale ? L'agence d'Athènes lançait dernièrement la dépêche suivante :

Athènes, 8. — Mille réfugiés de Thrace ont fait un exposé à l'évêque de Londres y relatant le long martyre de cette province placée actuellement à moitié sous le joug

turc et à moitié sous le joug bulgare et sollicitant son appui pour la délivrance de la Thrace.

Mais a-t-on jamais permis aux infortunées populations de la Macédoine grecque, à celles de Kastoria et Florina comme à celles de Vodéna, d'exposer leurs doléances à un étranger aussi haut placé que l'évêque de Londres ? Le gouvernement grec n'y songe même pas. En 1913, il avait défendu aux membres de la Commission Carnegie de visiter ces endroits, ainsi que le théâtre des massacres en Macédoine orientale. Il le permettra encore moins aujourd'hui. Une grande partie de ces populations est dispersée, déportée. Le chiffre de vingt-et-un prisonniers civils bulgares fourni par la Croix-Rouge hellénique paraît bien inférieur à la réalité. De nombreux Bulgares originaires des régions de Vodéna et de Kastoria ont donné signe de vie dans quelques camps de prisonniers civils en France ; des lettres, émanant d'eux, sont parvenues à la « Société de secours aux prisonniers bulgares » à Genève.

Toujours dans la même note, le gouvernement grec proteste contre les événements qui se sont déroulés en Macédoine orientale. Il y a de tout dans ce document : il y est parlé d'« extermination de l'élément grec », d'« églises transformées en casernes », de « prêtres enfermés », etc., le tout « en vue de modifier le caractère hellénique actuel de cette province », lisons-nous dans le rapport grec cité à la p. 128 de l'exposé. Or, ici encore, par un procédé qui leur est familier, les Grecs ne font qu'attribuer aux Bulgares des crimes qu'ils ont commis et qu'ils continuent à commettre eux-mêmes à l'égard des populations bulgares gémissant sous le joug grec depuis 1913. En fait de dénationalisation nos voisins du sud battent, en effet, le record. Le Rapport de la Commission Carnegie est plein de détails révélateurs à ce sujet. C'est à coups de rétractations formelles qu'on faisait signer par force aux villageois que les populations bulgares sont contraintes de renier leur nationalité et de se déclarer grecques. Toute l'activité assimilatrice est concentrée autour des évêchés grecs dont les organes exécutifs sont les fameux « Evzones », apôtres de cette fameuse conversion à la baïonnette ! (p. 188 du Rapport). « Comme exem-

ples on pourrait citer, ajoute le Rapport, le cas des villages de Gabrèche, de Drénovéni, de Tchernovitza, de Tourié, de Zagoritchani, de Dembréni, etc. Dans les villages de Breznitza, de Gorno et de Dolno Nestramé, tous les habitants furent mis en prison et contraints par ce moyen de se déclarer Grecs. » (p. 188.) C'est surtout aux intellectuels, au clergé, aux maîtres d'écoles, que les autorités grecques s'en prennent. Elles cherchent à décapiter la nation en faisant disparaître ses chefs : les instituteurs et les prêtres sont dispersés, chassés ou tués, les écoles et les églises bulgares sont fermées. L'assassinat du vicaire de l'archevêché bulgare de Salonique, l'archimandrite Eulogius, est un des cas « qu'on n'oublie pas », dit le Rapport Carnegie. Cet ecclésiastique « s'était institué le représentant, par devoir et par conviction, de la cause nationale bulgare du vilayet tout entier », lisons-nous à la même page dudit Rapport. Ce « crime » lui valut la peine de la noyade : « il fut jeté à la mer, après avoir été dévalisé, par deux soldats grecs » (p. 186 du Rapport).

Ce qu'a été le régime grec en Macédoine de 1913 à 1916, un article de fond, dû à la plume de M. Korableff, rédacteur en chef de la revue russe *Slavianskia Izvéstia,* le dit en termes simples et catégoriques. « Dans la partie méridionale de ce pays donné à la Grèce aux termes du traité de Bucarest, y lisons-nous, il se passe des choses incroyables. Il n'y a plus, là, d'églises bulgares : elles sont fermées. Les livres ecclésiastiques slaves sont saisis et emportés. Les images des apôtres slaves, les saints Cyrille et Méthode, sont livrées au feu. Partout les écoles bulgares sont remplacées par des écoles grecques. » (*Slavianskia Izvéstia,* N° 3, 1915.) La nationalité bulgare n'est pas reconnue. Les Bulgares sont appelés « Hellènes bulgarophones » ! Et, pourtant, ce sont les Grecs qui crient à la dénationalisation !

Pour ce qui est de l'extermination des populations indigènes, nulle part ce moyen de dénationalisation n'a été pratiqué avec plus de cruauté qu'en Grèce. Les lettres des soldats grecs dont il a été déjà question le prouvent avec une éloquence cynique. De Kilkich à la frontière bulgare tous les villages bulgares ont été incendiés et leurs habitants massacrés ou chassés. Et, pourtant, les massa-

creurs et les incendiaires ce sont encore les Bulgares ! Et ce sont leurs bourreaux qui crient à l'extermination ! Il est, vraiment, difficile de pousser l'hypocrisie plus loin !

L'Agence d'Athènes, pour jeter le discrédit et le déshonneur sur le peuple bulgare, n'a pas craint d'abuser même du nom du Comité international de la Croix-Rouge à Genève pour mieux accréditer, naturellement, ses mensonges. Elle raconte, par exemple, dans une dépêche d'Athènes, en date du 26 octobre, que « le capitaine anglais Brady, blessé et détenu à Philippopoli, fut conduit dans les pires conditions à Sevliévo pour avoir attiré l'attention du délégué suisse de la Croix-Rouge internationale sur les atrocités bulgares ». Or, renseignements pris, il résulte que la Croix-Rouge internationale n'a jamais eu de délégué en Bulgarie, et que, par conséquent, l'assertion de l'Agence d'Athènes est controuvée. Ce qu'a été, en réalité, le régime fait aux officiers anglais prisonniers de guerre en Bulgarie, M. Price, correspondant du *Times* et du *Daily Mail*, le dit en termes fort explicites : « The officers told me, dit-il dans une dépêche parue dans le *Daily Mail* du 24 octobre 1918, that they had been on the whole well treated. More of the officers lived practically free on monthly parole in provincials towns. »

Le chapitre du traitement des prisonniers de guerre en Bulgarie a fait couler beaucoup d'encre dans la presse alimentée par les agences de presse d'Athènes et de Corfou. Certes, les prisonniers de guerre serbes, roumains, français, anglais, etc., n'ont pas joui en Bulgarie du confort auquel ils sont habitués, peut-être, chez eux. Les autorités bulgares ont beaucoup fait cependant et le témoignage ci-dessus de M. Price l'atteste, pour soulager, dans la mesure de leurs forces, le sort des prisonniers. Les privations que ceux-ci ont endurées sont dues à la pénurie générale dont souffrait toute la Bulgarie. Les Bulgares sont accusés d'avoir fait vivre les prisonniers de guerre, internés chez eux, dans les « horreurs » d'un régime « barbare ». Des prisonniers morts de faim et de fatigue, des malades abandonnés à leur sort, sans soins médicaux, avec une nourriture mauvaise et insuffisante, tels sont les faits

qui constituent les principaux chefs d'accusation contre les autorités bulgares. Or, des faits du même genre sont signalés aussi en France et cela par l'organe de la représentation nationale. Le 27 novembre dernier, la Chambre a discuté l'interpellation de M. Paul Laffont sur le rapatriement des prisonniers français retour de captivité. Voici le compte-rendu de la séance d'après le *Journal du Peuple*, du 28 novembre 1918 :

« Les Français qui reviennent d'Allemagne sont bien mal reçus en France. Dans la zone française, a dit M. Paul Laffont, rien n'est préparé pour les recevoir. Dans un de leurs groupes, 170 hommes sont morts de fatigue et de faim. A Paris, des collectes ont dû être faites dans la foule pour leur donner du pain... Et le citoyen Philbois :

» — A Verdun, les rapatriés ont été logés dans la prison. On décharge des vêtements avec des fourches et c'est avec cela qu'on les habille.

» M. Paul Laffont poursuivit ses révélations attristantes :

» — Dans un convoi récemment arrivé à Grenoble, beaucoup de prisonniers sont morts de fatigue et de faim.

» M. Charles Leboucq vint appuyer ce réquisitoire en racontant ce qu'il a vu :

» — Des troupeaux humains campés dans une caserne à Nancy ; des amputés sans pansement ; nourriture insuffisante et répugnante... »

Rien ne fait mieux ressortir les dangers des généralisations auxquelles les adversaires de la Bulgarie sont par trop portés que le compte-crendu ci-dessus. Faut-il déduire, en effet, sur la foi de ce compte-rendu, que les Français sont « les derniers des derniers », des « brutes sauvages », des « barbares » indignes de vivre ? Non, certes ! Ce qu'il faut en penser, c'est qu'il y a eu des négligences regrettables, que certains organes de l'administration n'ont pas été à la hauteur de leur tâche. Conclure de là à la « sauvagerie » de toute la nation serait une injustice impardonnable. Tout le monde en convient et, pourtant, pas une seule voix ne s'est élevée pour défendre l'honneur de la nation bulgare, traîné dans la boue par des détracteurs sans scrupules précisément sur la foi de pareilles conclusions hâtives et tendancieuses !

Le correspondant du *Times* parlant — nous l'avons déjà dit — des revendications grecques en Thrace après la guerre de 1913, signalait les dessous politiques de la campagne antibulgare d'alors. La tactique des Grecs consistait alors

à créer des impressions de nature à légitimer les agrandissemants territoriaux qu'ils rêvaient. Aujourd'hui, rien n'est changé. En créant toujours de ces « impression » auxquelles elle s'entend si bien, la Grèce veut garder pour elle la Macédoine orientale que M. Venizelos s'était montré prêt à céder à la Bulgarie en 1915, en disant que cette cession n'est rien en comparaison des acquisitions énormes que la Grèce allait faire en Asie-Mineure. Elle veut avoir surtout tout le littoral égéen bulgare, toute la Thrace, la majeure partie de l'Asie-Mineure, Trapézonde et que sais-je encore ! En 1913, « une véritable campagne s'organisa, lisons-nous dans le rapport de la Commission Carnégie, avec adresses, mémoires, télégrammes, résolutions de congrès, etc., envoyés à la conférence des ambassadeurs à Londres et au gouvernement hellénique, le tout pour demander l'annexion (de la Macédoine) à la Grèce. Le 1/14 mars, un de ces mémoires est présenté à la Chambre hellénique au nom des « Hellènes de la Thrace et de la Macédoine orientale ». Les pétitionnaires y proclament orgueilleusement que « l'hellénisme, à lui seul, a fait dans la présente guerre plus de sacrifices moraux et matériels qu'aucun des autres alliés, que tous les alliés ensemble » et ils demandent « leur régénération nationale par l'union avec leur mère-patrie, la Grèce ». (P. 186.)

Aujourd'hui, tout comme alors, sentant l'heure de la curée approcher, les Grecs forment à la hâte des comités d'« Hellènes irrédimés ». Ils inondent la presse de mémoires, d'adresses, de protestations contre les « atrocités » bulgares. Les cris à la « sauvagerie », à la « barbarie » bulgares vont redoubler encore de force. La campagne antibulgare va reprendre de plus belle. Fait à remarquer, c'est aux heures des grandes liquidations territoriales survenues dans les Balkans ces dernières années, qu'elle a atteint le paroxysme de la véhémence. En 1913, pour justifier la spoliation monstrueuse, dont le peuple bulgare fut victime à Bucarest en cette année, Grecs et Serbes ont fait passer ce peuple aux yeux du monde civilisé pour un ramassis de pillards, d'assassins et d'incendiaires, indigne d'avoir sa place au soleil parmi les autres nations civilisées. Aujourd'hui les Grecs

manœuvrent de même. Rendre les Bulgares odieux et, les montrant incapables de gouverner les provinces que les chauvins grecs revendiquent pour eux, se faire octroyer, au futur Congrès de la paix, le droit à la possession de ces provinces — voilà leur but.

En 1913, la possession de ces pays était considérée par M. Vénizélos comme « pleine de périls » pour les Grecs. Répondant à une interpellation relative aux prétentions grecques sur la côte égéenne, M. Vénizélos disait alors sans ambages : « ...Moi, en ma qualité de ministre responsable, je n'accepterais jamais ce tracé de frontières plein de périls pour nous. Car si nous devions nous étendre sans solution de continuité le long de la mer pour arriver à englober toutes les populations grecques de la Thrace, la Grèce, ainsi allongée, sans colonne vertébrale, le long de la mer, serait plus faible que si ses frontières s'arrondissaient dans un autre sens. » (P. 186 du Rapport Carnégie.)

Aujourd'hui, M. Venizelos a oublié ses déclarations d'antan. La campagne anti-bulgare, préparant la mainmise éventuelle sur les contrées convoitées, bat son plein. Puisque la Grande Grèce égéenne ne peut pas vivre sans « colonne vertébrale », et que ce sont les Bulgares qui tiennent celle-ci actuellement, les en déposséder, voilà le but des champions grecs, hantés par le mirage de cette Grande Grèce ! Quant aux moyens, ils sont tout indiqués : ce sont ceux-là mêmes qui ont assuré en 1913 la possession de la Macédoine orientale. Le gouvernement grec a fait déjà promener sur les lieux éprouvés par la guerre différentes commissions d'enquête. Tout l'arsenal de l'astuce grecque a été déjà mis, sans doute, en œuvre, comme en 1913, pour rejeter sur le compte des Bulgares, tous les maux qui sont le cortège douloureux de chaque guerre, et pour donner, selon le mot de M. Buxton, « l'impression à l'Europe que les Bulgares sont le peuple le plus sauvage de l'Europe » !

Les esprits impartiaux ne se laisseront point, certes, aller à des « impressions » de ce genre. Ils s'arrêteront par contre à un passage, dans le Rapport de la Commission Carnégie, dont la lecture, bien loin de donner de simples impressions,

constate au contraire un fait atroce bien réel, à savoir que la cruauté et la haine sauvage à l'égard du Bulgare, sont ouvertement cultivées en Grèce dans la masse du peuple, y sont érigées, pour ainsi dire, en vertus nationales. Voici ce passage : « Une image aux couleurs criardes que nous avons vue dans les rues du Pirée et de Salonique et que les soldats grecs achetaient à qui mieux mieux en rentrant chez eux, lisons-nous dans le Rapport, révèle l'abîme de brutalité où la haine de race les avait plongés. Cette image représente un Evzone grec (un montagnard) terrassant un soldat bulgare des deux mains, pendant qu'il lui ronge le visage avec ses dents, comme le ferait une bête fauve. Cela s'appelle « Le mangeur de Bulgares »... Une autre image populaire représente un soldat grec arrachant les yeux d'un Bulgare encore en vie. Une troisième donne comme un véritable épisode de bataille, l'exploit décrit plus haut du mangeur de Bulgares. Ces choses ont leur importance, conclut le Rapport, parce qu'elles nous apprennent l'esprit qui animait l'armée grecque : c'est la preuve très claire que les soldats grecs étaient heureux de penser qu'eux ou leurs camarades avaient pu accomplir ces horreurs ». (P. 77 du Rapport.)

La conclusion s'impose d'elle-même. Toutes les clameurs grecques contre les « atrocités » bulgares apparaissent ainsi ce qu'elles sont, ce qu'elles ont toujours été : une triste plaisanterie dans laquelle les cris à l'humanité outragée ne sont que des simagrées écœurantes d'hypocrites endurcis.

*
* *

Les dernières pages de l'exposé des dames de Bâle sont consacrées aux « cruautés » bulgares commises en Serbie occupée. Afin, sans doute, de conserver à son travail un caractère « purement suisse » — nous rapportons ses propres paroles — l'auteur de cet exposé, croyant « se comporter ainsi avec la plus grande objectivité et sans parti-pris » — c'est encore lui que nous citons — échafaude ses accusations uniquement sur le mémoire des socialistes serbes, qui a été écrit sous l'empire de la passion aveugle plutôt que sous le contrôle de la raison impartiale.

Sous peu, le monde sera saisi d'autres actes d'accusations. Des commissions d'enquête fonctionnent depuis quelque temps déjà en Serbie sur l'ordre du gouvernement serbe. Préoccupées avant tout d'établir à tout prix l'existence de « crimes » et de « cruautés » bulgares, ces commissions découvriront à chaque pas des « atrocités » inouïes : les simples gens sont loquaces et il est si facile de leur faire raconter ce qui plaît aux autorités ! Des photographies prises spécialement pour les besoins de la cause ne manqueront pas non plus dans le dossier !

Les rapports ne souffleront mot cependant des actes de vandalisme, des cruautés dont les auteurs ont été les insurgés serbes pendant la révolte de 1917. Le mémoire des socialistes serbes parle de cette révolte et des souffrances endurées par les populations civiles. Mais ce dont il ne parle point, ce que l'auteur de l'exposé ignore et que les Commissions d'enquête instituées par le gouvernement serbe ne mentionneront jamais dans leurs rapports, c'est cette vérité que les habitants de la Serbie en révolte ont souffert surtout du terrorisme féroce des bandes serbes mêmes qui avaient infesté le pays. Des documents irréfutables, authentiques, l'établissent. L'aveu implicite en est contenu dans le le rapport des socialistes eux-mêmes. « Volontairement ou non, elle (la population civile) s'est vue forcée de leur fournir (aux révoltés) des vivres et des logements ou de les aider de quelque autre manière. » (Page 142 de l'exposé.) « Volontairement ou non », ce que cela veut dire, Votre Sainteté l'apprendra dans les lettres ci-dessous écrites par les deux chefs de l'insurrection serbe : Petchanatz et le pope Mita Dimitriévitch, lettres dont l'éloquence muette fait dresser les cheveux sur la tête.

« Tu es, Kosta, écrit le pope Mita à Petchanatz en réponse à une lettre accusatrice de celui-ci, tu es la ruine de ce peuple dans le plein sens du mot. Il maudit le jour de ton arrivée. Tu as admis dans ta bande toute espèce d'individus que tu as lancés sur les villages où ils ont pillé et rançonné les paysans. Tu en pourrais citer de nombreux exemples : ces bandits ont tué le prêtre Doubatzi, le sous-lieutenant Gioka de Voutchi Trn, ils ont grillé des femmes et des

enfants et assassiné des personnes dans le seul but de leur prendre l'argent qu'elles possédaient. Et ce sont tes hommes qui ont fait cela, ce sont les frères Binovitch Sima et Glicha, Dragolub Timothéevitch, Lazovitch, Todosia Pavlovitch et Velia Banovitch qui, poursuivis par mes bandes et celles de M. Voikovitch, serrés de toute part, se sont livrés aux Bulgares et outre les brigandages et les assassinats qu'ils ont commis, sont devenus traîtres envers leur pays. Tu n'as jamais arrêté un bandit, ni même essayé de le faire. Mais d'un autre côté tu as assassiné bien des innocents, tu les as dévalisés et maintenant tu te caches. Où est l'argent pris aux communes si populeuses ?... Comment as-tu osé imposer des contributions aux communes et leur prendre un argent qui appartient au peuple et que ce dernier doit rendre ? Pourquoi as-tu volé le peuple et l'as-tu ruiné ? Tu as dit que tu ferais tuer M. Voinovitch pour 100,000 dinars... Tu as menacé de me tuer aussi. Tu propages le bruit que M. Vlahovitch et moi nous serions seuls responsables de ce qui est arrivé aux habitants de Kourchoumlia, lesquels ont attaqué sans en avoir reçu l'ordre et que tu serais tout à fait innocent. » (Ecrit à Vidovdan, 1917, dans la forêt.)

Le 26 juin, Petchanatz répond : « Les grands actes et les méfaits que tu as perpétrés sur le peuple sans défense dépassent toute imagination et tout ce que le monde a jamais vu de pareil. Toi et tes détestables bandits vous avez brûlé des enfants, des vieilles femmes, des vieillards pour leur extorquer de l'argent. Vous avez mis à mort des notabilités dans le même but et vous avez accompli des monstruosités toujours pour de l'argent. Quoique je fusse saisi jusqu'à présent de plus de cent plaintes de ce genre, je n'y croyais pas avant d'avoir vu ton écriture, qui cherche à tromper le peuple en te présentant comme son défenseur, mais, hélas, tu n'es que son bourreau ! Sais-tu que les larmes des malheureuses victimes sont lourdes et sais-tu que pour tes actes abominables tu mériterais d'être lynché par le peuple serbe ? Qui t'a autorisé à fusiller des hommes en son nom, à extorquer de l'argent, à cuire vivants des enfants, et qui t'a permis de te servir d'un cachet à mon nom ? Sais-tu que pour cela tu mériterais d'être fusillé comme un chien ? »

Ces deux lettres ont été trouvées sur Aza Piper de Mitrovitza, l'un des chefs du mouvement, et sur le pope Mita, au au moment où ceux-ci s'apprêtaient à passer la frontière pour rejoindre l'armée serbe.

Pour corroborer les conclusions des socialistes serbes dont le rapport est comme « un cri de désespoir » qui « résume pour ainsi dire — c'est l'auteur de l'exposé qui parle — *la haine* qui remplit maintenant les Serbes opprimés contre les Bulgares », cet auteur rapporte le témoignage d'un article paru dans le journal croate *Primorske Novine*. Les doléances contenues dans cet article cependant, fussent-elles vraies, les lettres ci-dessus de Petchanatz et du pope Mita d'une franchise si effrayante et d'une si sombre éloquence révèlent l'existence de crimes, perpétrés par les Serbes eux-mêmes, à faire frémir les pierres. De ceux-là il ne sera point question, nous le répétons, dans les rapports des commissions d'enquête, annoncées par la *Serbie* il y a quelque temps. Ou plutôt si, il en sera question, mais les crimes de Petchanatz et du pope Mita y seront consignés simplement comme « cruautés bulgares » !...

Plus on fouille dans le dossier du procès intenté par les Serbes aux Bulgares, mieux on se rend compte que les Serbes, dignes émules en cela des Grecs, n'ont fait, durant toute la campagne, que charger les Bulgares des crimes qu'ils avaient déjà commis eux-mêmes dans les pays annexés par eux.

On a crié à la répression sauvage à propos de la répression de la révolte de mars 1917. Mais, de fait, quelle répression plus impitoyable que celle de la révolte albanaise en 1913 ? Les lettres de Petchanatz et du pope Mita ne donnent qu'une faible idée des horreurs dont les Serbes sont capables. Le document ci-dessous, publié par le journal serbe *Radnitchké Novine,* vous transporte dans une terre d'épouvante. C'est le récit de la répression fait par un militaire serbe ayant participé à l'expédition :

« Mon cher ami, écrit le militaire, je n'ai pas le temps de t'écrire longuement, mais je peux te dire qu'il se passe ici des choses affreuses. J'en suis terrifié et je me demande sans cesse comment les hommes peuvent être assez barbares

pour commettre de telles cruautés. C'est horrible. Je n'ose pas — le temps, du reste, me fait défaut — t'en parler davantage, mais je peux te dire que Liuma (c'est une région albanaise le long de la rivière du même nom) n'existe plus. Tout n'est plus que cadavres, poussière et cendres. Il y a des villages de 100, 150, 200 maisons où il n'y a plus un seul homme, mais à la lettre, plus un seul. Nous les réunissions par groupes de 40 à 50 et ensuite nous les percions de nos baïonnettes jusqu'au dernier. Partout on pillait. Les officiers chargeaient les soldats d'aller vendre à Prizrend les objets volés. » « Notre ami, ajoute le journal, nous raconta des choses encore plus affreuses. Mais elles sont si horribles et si déchirantes que nous préférons ne pas les publier. »

L'auteur de l'exposé des dames de Bâle appelle le rapport du socialiste serbe Katzlérovitch au Comité hollando-scandanave « un des documents les plus terrifiants ». Le récit du témoin oculaire de la répression albanaise est un document, croyons-nous, autrement terrifiant !

Où l'on voit encore mieux que les Serbes ne font qu'attribuer aux Bulgares leurs propres crimes envers les populations bulgares soumises à la Serbie, c'est dans la question du « recrutement forcé ».

Jamais, à aucun moment de l'occupation bulgare en Serbie, des Serbes n'ont été obligés de « servir sous les drapeaux de l'ennemi contre leur propre pays ». Jamais ils n'ont été forcés « d'aller se battre contre leurs propres frères ! » Et nous défions ceux qui persisteraient dans la calomnie d'indiquer le numéro des régiments, des bataillons ou des compagnies bulgares composés de Serbes enrôlés par la force ! Ce défi a été déjà adressé aux détracteurs du peuple bulgare une fois il y a quelques mois. Il est resté sans écho. Nous le répétons.

Il est constant que, dès le premier jour de l'entrée des Serbes dans les pays bulgares, annexés depuis par la Serbie, le recrutement forcé a été pratiqué systématiquement. Pour échapper à un service qui leur répugnait, les Bulgares macédoniens cherchaient à s'enfuir en Bulgarie et à prendre du service dans l'armée bulgare. Les autorités serbes imaginèrent alors des mesures de coercition : elles placèrent toute

la population mâle sous le coup de l'art. 24 du « Règlement pour la sécurité publique », ainsi conçu : « Les soldats qui aideront quelqu'un à s'enfuir de l'armée ou qui s'enfuiront eux-mêmes, ainsi que ceux qui se livreront à des manœuvres dans le but de faire passer des sujets serbes dans des troupes étrangères, seront punis de dix ans de travaux forcés. »

Les casernes serbes se remplissent de conscrits enrôlés ainsi par la force. Le jour de la prestation du serment est le jour de la protestation suprême contre la violence qu'on fait à leur conscience. Cette protestation se traduisait par le refus de prêter serment. En avril 1914, à Kragouévatz, il se déroula des événements qui sont la preuve la plus éclatante de la pratique du recrutement forcé par les autorités serbes. Voici ces événements tels qu'ils sont racontés par le journal serbe *Radnitchke Novine* :

« ..... Les conscrits (c'étaient les conscrits de Chtip) étaient rangés devant les casernes. Le commandant et l'aumônier ne tardèrent pas à venir et la cérémonie commença. L'aumônier rappela aux fils de la Nouvelle Serbie la fidélité qu'ils devaient à la patrie. Les nouveaux affranchis écoutèrent ce discours patriotique muets et les yeux baissés. Le cri « Nous ne voulons pas jurer » retentit soudain au loin. Tout le bataillon, comme un seul homme refusait de prêter serment. Je crois qu'il est inutile de vous décrire la suite des événements. Deux détachements du 1er régiment ont cerné, baïonnette au fusil, leurs frères nouvellement affranchis. La nuit est tombée sur ces entrefaites. Si ces malheureux ont survécu à leur manifestation spontanée c'est ce que personne ne saurait dire. » Tout cela se passe de commentaires !

On se rappelle combien grand fut le bruit mené autour du « martyre » des populations civiles en Serbie occupée. Avec leur venue, les Bulgares auraient instauré dans le pays un régime de terreur, digne de Tamerlan ! Les faits disent cependant que depuis 1913, époque où des populations bulgares ont été livrées aux Serbes, ce sont ces populations qui vivent dans les affres de la terreur. Le régime sous lequel elles gémissent est tel que même des journaux serbes en sont arrivés à se demander avec angoisse : « S'il est vrai qu'on a libéré ces territoires, pourquoi alors y établit-on ce régime

exceptionnel ? Si ce sont des Serbes qui les habitent pourquoi ne les fait-on pas les égaux de tous les Serbes ?... Si les guerres avaient eu pour but *l'unification,* pourquoi cette unification n'est-elle pas en fait reconnue et pourquoi ces ordonnances exclusives que des conquérants seuls peuvent imposer dans des pays conquis ? » (*Radnitchte Novine*) « C'est un régime qui mène droit à Saverne », écrivait un autre journal serbe, *La Pravda.*

Les lois d'exception édictées pour la Macédoine en 1913 sont, en effet, une trouvaille digne des plus sombres époques du moyen âge. A l'art. 2 on lit : *Toute tentative de rébeillon contre les pouvoirs publics est passible de cinq ans de travaux forcés.* Et tout de suite cet alinéa : *La décision des autorités de police, publiée dans les communes respectives servira de preuve au crime précité.* Et l'art. 4 : « Si plusieurs cas de rébellion se produisent dans une commune et que les récalcitrants ne regagnent pas leurs foyers dans les dix jours qui suivront l'avis de la police, relevons-nous à l'art. 4, *les autorités ont le droit de faire déporter leurs familles là où elles le jugeront opportun. De même seront déportés les habitants dans les maisons desquels seraient recelés des individus armés ou des criminels en général.* » Et l'art. 6 : « Si le maintien de la sécurité dans une commune ou dans un arrondissement exige l'envoi de troupes, *l'entretien de celles-ci sera à la charge de la commune ou de l'arrondissement.* »

« Si on ignorait ce qu'est la Macédoine, la publication de ces ordonnances permettrait de le deviner, dit à ce propos l'enquêteur de la Commission Carnégie. Evidemment la Macédoine n'était pas la « Vieille Serbie » unifiée puisqu'on traitait sa population comme des « rebelles » sans cesse soulevés. Ce n'étaient pas des criminels isolés que les ordonnances visaient, ils avaient des complices et des receleurs partout. Punir le coupable ? Ce n'était pas assez tant qu'il restait sa famille : il fallait aussi la déporter. Mais les amis qui ne voulaient pas « dénoncer » le coupable ? Les « associés » qui guettaient l'occasion de le « mettre en liberté », lorsqu'il était « surveillé, gardé ou escorté », par les fonctionnaires ou les employés publics ? Bref, il s'agissait de toute une popu-

lation « récalcitrante » et, pour lui résister, il n'y avait que ces « officiers publics » ou communaux, investis de pouvoirs extraordinaires. Ces pouvoirs, comment pouvaient-ils s'en passer, puisque la population, non contente de leur opposer une résistance passive, devenait « agressive » ? Appelée sous les drapeaux, cette population refusait de « se rendre à l'appel ». Invitée à « travailler » à « la construction de routes ou à des travaux communaux quelconques, elle se mettait en grève, elle préférait travailler « ailleurs ou autrement ». En somme chacun « refusait de se constituer prisonnier », se tenait toujours prêt à « attaquer les officiers publics », à leur résister « sinon par la force du moins en paroles ». Ce dernier crime, les ordonnances le punissaient de « dix ans de travaux forcés ou de six mois au moins, si *insignifiants que fussent les paroles et les gestes* ». On espérait (on le disait ouvertement aux membres de la Commission), grâce à ces mesures, venir à bout de la résistance de la population allogène en Macédoine en cinq ou six ans ! »

Une correspondance publiée, à l'époque, dans le *Manchester Guardian,* achève de peindre la situation faite aux populations courbées sous le joug serbe. Après avoir cité les ordonnances, les fameuses ordonnances, le journal anglais poursuit :

« Telle est la théorie serbe de la coercition. La pratique est pire encore. La Serbie est un pays qui compte 30 % d'illettrés. Il faut qu'elle envoie des fonctionnaires dans un territoire conquis qui égale à peu près sa propre superficie et les hommes les plus capables considèrent la province macédonienne comme un exil. Des agents indignes sont investis de pouvoirs souverains. Les conséquences d'un pareil état de choses sont dépeintes brièvement, mais avec force, dans une lettre personnelle arrivée récemment et traduite ci-dessous. Elle émane d'un ecclésiastique distingué, qui est natif du pays, mais a reçu une éducation européenne; il n'appartient pas à la communauté bulgare persécutée :

« La situation est de plus en plus intolérable pour les Bulgares : c'est proprement un enfer. J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec des paysans de l'intérieur du pays. Ce

qu'ils racontent fait frissonner. Il y a un fonctionnaire par groupe de quatre ou cinq villages ; ce fonctionnaire avec six ou sept subalternes qui ont des antécédents déplorables, fait des perquisitions et, sous prétexte de chercher des armes cachées, on vole tout ce qui vaut la peine d'être pris. Ils fouettent, ils pillent, ils violent des femmes, des jeunes filles. Ils imposent arbitrairement de prétendues contributions de guerre. Un village de 110 familles a été imposé de 6000 dinars et on lui en réclame maintenant 2000 en plus. Le prêtre du village a dû payer une rançon de 50 livres turques. De pauvres émigrants, de retour d'Amérique, ont eu à payer de 10 à 20 napoléons pour avoir la permission de revenir chez eux... Les bandes de terroristes serbes (comitadjis), recrutées par le gouvernement, fourmillent dans le pays. Elles vont de village en village et malheur à quiconque ose leur refuser quelque chose ! Ces bandes sont libres d'agir comme elles l'entendent pour « serbiser » la population... Tout le monde voudrait émigrer, mais il est impossible même d'obtenir la permission d'aller dans un autre village voisin. » Cette lettre, d'une éloquence autrement persuasive que celle de l'appel de Katzlérovitch, nous dispense de tout commentaire.

Telle est la méthode serbe. Le gouvernement bulgare en pratique une autre. Elle est définie dans le manifeste adressé « aux habitants des pays nouvellement libérés », échus à la Bulgarie aux termes du traité de Bucarest. Publié presqu'en même temps que les ordonnances serbes, ce manifeste fait mieux ressortir l'abîme qui sépare les deux conceptions. « Les ordres les plus formels sont donnés, y lisons-nous, aux pouvoirs militaires et civils bulgares pour qu'ils témoignent aux habitants des pays annexés la plus grande bienveillance, *respectent leur croyance et leur nationalité*, les gardent de toute atteinte portée à leur liberté personnelle, tiennent pour inviolables leurs demeures et leur propriétés. Les citoyens de la Nouvelle Bulgarie, *sans différence de religion ni de nationalité*, jouiront des mêmes droits dont jouissent, selon les constitutions, tous les citoyens du royaume. Il est ordonné qu'on respecte la liberté de conviction et d'enseignement des citoyens, comme aussi leurs croyances et usages

religieux, leurs mosquées, leurs cimetières et leurs autres lieux saints. »

La différence entre ce document et le texte des ordonnances serbes saute aux yeux. Pourtant, aujourd'hui, les représentants de la liberté, de la civilisation, de la démocratie dans les Balkans, ce sont les auteurs des fameuses ordonnances. Les gouvernants qui ont publié le manifeste ci-dessus incarnent au contraire dans les Balkans la barbarie, la tyrannie, toutes les oppressions !

Il est une dernière question qu'il nous reste à élucider. Y a-t-il eu « bulgarisation » forcée en Serbie occupée ? Quand les Serbes dénoncent les soi-disant procédés de dénationalisation, mis en pratique par les autorités bulgares en Serbie occupée, leur seul but est de produire l'impression que les Bulgares se sont trouvés en pays étranger sur le sol des pays qui constituent partie intégrante du patrimoine national bulgare, qui sont l'Alsace-Lorraine du peuple bulgare ! Accuser les Bulgares de « bulgarisation » de ces pays, c'est comme qui accuserait les Français de « francisation » de l'Alsace-Lorraine !

Par contre une politique de serbisation très active pratiquée par les autorités serbes dans les pays annexés par la Serbie en 1913 est attestée de manière irréfutable par des témoignages étrangers à l'abri de tout soupçon. D'abord, l'auteur de la lettre parue dans le *Manchester Guardian*, nous apprend que cette serbisation est exécutée par des bandes « recrutées par le gouvernement ». L'enquêteur de la Commission Carnegie précise : les habitants des différentes localités sont inscrits comme Serbes sur l'ordre du sous-préfet « sous peine d'amende et d'emprisonnement ». (Rapport Carnegie, p. 159.)

A peine installés en Macédoine, les Serbes se mettent à persécuter les chefs religieux et intellectuels de la nation bulgare. Voici un exemple entre cent des procédés serbes. A Uskub, le coadjuteur de l'évêché, l'archimandrite Methodius, après avoir été chassé de son logement, fut pris par force, enfermé dans une chambre et battu jusqu'à ce qu'il eût perdu connaissance. Jeté dans la rue, Methodius se sauva dans une maison voisine, habitée par un Français, qui

fit part de l'affaire à M. Carlier, consul français à Uskub, Sous sa protection, Methodius partit pour Salonique et de là fut envoyé à Sofia.

En peu de temps, les titulaires des six diocèses bulgares en Macédoine sont obligés de se sauver en Bulgarie. Les églises bulgares deviennent des églises serbes.

Il en est de même des écoles. Toutes les écoles bulgares sont fermées et remplacées par des écoles serbes. Une correspondance de Monastir à Vienne via Salonique, en date du 14 octobre 1913, donne une idée de la situation et de la serbisation entreprise par les autorités serbes. « ... Les Serbes prennent des mesures de plus en plus draconiennes... Les pouvoirs publics veulent forcer les Bulgares à envoyer leurs enfants dans les écoles serbes (les écoles bulgares sont fermées). Dans ce but, les gendarmes passent de maison en maison et préviennent que ceux qui n'enverront pas leurs enfants dans les écoles serbes seront punis d'une amende : 100 francs pour ceux qui n'envoient pas du tout les enfants à l'école ; 200 francs pour ceux qui les envoient dans des écoles autres que les écoles serbes (il y a quelques écoles « valaques » ou roumaines) ; 600 francs pour ceux qui les envoient à l'étranger à l'insu des autorités. » (Rapport Carnegie, p. 171). Les *Primorske Novine,* dont l'auteur de l'exposé se fait l'écho fidèle, parlent pourtant de « bulgarisation forcée » !

On le voit, les charges rapportées contre le peuple bulgare sont loin de contenter l'esprit de quiconque les soumet aux contrôle de la raison. Mais qu'importe ? Ne s'agit-il pas de créer des impressions, de ces impressions dont parlait le correspondant du *Times* dans la lettre déjà citée ? Pour les Grecs et les Serbes ne s'agit-il pas, à l'heure du remaniement du statut balkanique, de maintenir les spoliations pratiquées en 1913 et d'en légitimer les nouvelles qu'ils méditent déjà ?

*
* *

Bafoué et traqué, le peuple bulgare n'a pour lui que le droit. Sa seule force est dans le droit, dans ce droit qui est

indépendant du sort des batailles. La force du peuple bulgare est dans les principes proclamés si solennellement par le président de la grande république d'outre-Atlantique.

Dans l'application de ces principes réside précisément la faiblesse des Serbes et des Grecs. Et de cette faiblesse vient l'acharnement de leur campagne antibulgare et des attaques de leurs instruments conscients ou aveugles parmi les neutres. L'opinion impartiale ne devra jamais le perdre de vue. Plus que jamais, par les temps de haines et de passions déchaînées que nous traversons aujourd'hui, doit être présente à l'esprit de quiconque veut être juste la forte parole d'Anatole France : « On voulait trop me faire croire à la cruauté de cet homme pour ne pas m'en faire douter. » Car le mot du grand écrivain ne s'applique pas qu'aux individus. Il est vrai aussi et surtout pour les grandes personnes morales que sont les nations vilipendées et traînées dans la boue comme l'est de nos jours la nation bulgare.

La campagne antibulgare, nous le répétons, a pour but de maintenir la solution bâtarde donnée à la question balkanique en 1913. Elle a pour but encore, et surtout, au moment actuel, de « justifier » un nouveau dépeçage du peuple bulgare.

La confiance du peuple bulgare cependant en l'équité de la conscience universelle, incarnée en la personne du président Wilson, est inébranlable. Le triomphe du droit foulé tant de fois aux pieds dans les Balkans, est une nécessité impérieuse qui doit devenir une réalité tangible à l'heure de la liquidation générale qui va s'ouvrir sous peu. La pāix future dans la péninsule n'est qu'à ce prix-là. Ainsi, la la guerre qui vient de finir aura été la fin d'une ère de guerres et l'aurore, l'aurore sanglante, d'une longue ère de paix et de concorde pour les peuples de la terre.

Votre Sainteté, dont les efforts sincères pour hâter l'avènement de cette ère bénie, avaient fait tourner vers Rome les regards anxieux de l'humanité souffrante aux moments les plus sombres du conflit mondial, réprouvera, nous en avons la conviction profonde, l'appel du Comité des dames de Bâle, lequel n'est qu'un appel à la haine entre nations. Elle réprouvera aussi toute la campagne antibulgare, qui,

$ 0.40

par le procès en « atrocités », intenté au peuple bulgare uniquement dans le but de couvrir d'une apparence de justice des nouvelles spoliations aux dépens du patrimoine national bulgare, méditées surtout par les Grecs, travaille à faire de la péninsule des Balkans un foyer permanent d'incendies dans le sud-est de l'Europe.

THE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LOS ANGELES

UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 028 582 5